



Revue de /presse hebdomadaire 39

LE NIGER A TRAVERS SA PRESSE DU 27 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 2010

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Insécurité au Sahel
AIEA
UAT
BCEAO

COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

Bénin
Concertation technique régionale
BAD
Coopération décentralisée
Délégation de l'Union Européenne
Etats-Unis

POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES

CSR
Primature
CENI
Popularisation du projet de Constitution
Commission de moralisation
Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique

PARTIS POLITIQUES-ASSOCIATIONS-SYNDICATS

MNSD-Nassara
PNDS-Tarayya
SNAI
Bâtonnat du Niger

SOCIETE

Dialogue social
Police
Santé
Environnement
Droits de l'Homme
Campagne agricole

CULTURE ET SPORT

Tourisme

Insécurité au Sahel

- *L'Evènement (28/09/10)* s'interroge sur « le mode opératoire » de l'enlèvement, caractéristique de l'ex-rébellion armée : « toujours de nuit et tous phares éteints [répartis en] plusieurs groupes dans plusieurs endroits de la ville » et se demande si les ravisseurs parlant haoussa, sont « des nigériens affiliés à Al Quaïda » ou des nigériens issus de la « secte fondamentaliste Boko Haram » qui tente de se rapprocher d'Al Quaïda.

Le journal *Opinions (29/09/10)* interpelle sur l'allocation des « dizaines de milliards » qui ont été engagés par l'Etat du Niger dans « le vaste processus de sécurisation de cette région » ainsi que sur les motivations de la lettre du Préfet et les critiques envers Areva. « Au nom de qui et de quoi un Préfet [...] peut-il s'autoriser à demander à Areva de l'argent pour une opération militaire ? » « Que pouvait faire Areva ? Se substituer à l'Etat du Niger pour assurer sa propre sécurité au risque de violer un principe intangible du droit international : [...] la souveraineté d'un Etat à l'intérieur de ses frontières ? » En concluant, que « dans cette région, s'y côtoient intérêts mafieux locaux et intérêts nationaux. »

- Le journal explique ces enlèvements par une montée de la « xénophobie en Europe. » De plus, « l'intrusion manifeste [de la France] dans les affaires politiques et économiques du continent » apparaît comme un facteur supplémentaire.

L'Enquêteur (27/09/10) souligne le côté lucratif des prises d'otages qui « vont au-delà du sentiment anti-blanc, anti-occidentaux ou tout simplement anti-français. » *L'Evènement (28/09/10)* parle d'« absurde paiement de rançons qui ne fait que décupler sa [AQMI] capacité opérationnelle » et remet la « faute sur certains gouvernants qui n'ont pas eu la vision nécessaire pour développer durablement certaines zones des pays comme le Niger et le Mali. »

- Pour *L'Evènement (28/09/10)*, les « craintes [...] d'infiltration de la nébuleuse AQMI au sein des populations locales risquent d'être fondées. » Le « terrain propice » s'expliquant par les « multinationales occidentales [...] qui se préoccupent] uniquement de l'exploitation au mépris de la préservation de l'environnement et de la santé des populations », *L'Enquêteur (27/09/10)*, et « l'oisiveté » des ex-combattants causée par le fait que « les fonds destinés à [leur] réinsertion ne leur sont jamais parvenus, » *L'Evènement (28/09/10)*. Pour *L'Enquêteur (27/09/10)* « il pourrait découler une alliance entre rebellions armées et groupes religieux fondamentalistes. »

- *L'Enquêteur (27/09/10)* informe qu'« un important détachement du COS a été dépêché à Ouagadougou. Sa mission : se tenir prêt pour une éventuelle intervention destinée à libérer les otages. [...] En faisant débarquer ses soldats, la France confirme qu'elle est en territoire conquis et que les Etats africains sont incapables de s'assumer. » Qualifiée « d'invasion » par *La Chronique (23/09/10)*, journal dont c'est la seconde parution, « la France qui agresse à la limite le Niger [...] l'expose à une menace terroriste en choisissant son sol pour engager la guerre contre AQMI. [...] Les nigériens se laissent entraîner dans une guerre qui n'est pas pour le moment la leur. » Pour *Le Témoin (15/09/10)*, dont la parution est irrégulière, c'est un « prétexte que la France exploitera à fond. Déjà l'éventualité d'une base militaire française [...] circule avec persistance. »

Le Républicain (30/09/10) relativise : « pour l'heure une intervention musclée en vue de les libérer n'est pas envisagée, mais c'est dans l'ordre du possible. » *La Source (28/09/10)* et *L'Enquêteur (01/10/10)* appellent la France à la « prudence » et au « tact ». Le premier poursuivant « sous prétexte de combattre le terrorisme la France risque de connaître le même sort connu par les américains en Afghanistan. »

- « Les ouvriers qui travaillent sur le site ont suspendu leurs travaux. [...] Simple prétexte ou terreurs des « petits Ben Laden » saharo-sahariens ? » *La Roue de l'Histoire (29/09/10)*. Selon *Le Témoin (15/09/10)* Areva tire avantage de cette situation en mettant en « veilleuse le gisement uranifère d'Imouraren. »

- « L'Ambassade de France ne communique pas, » *L'Entretien (22/09/10)*. Le journal déplore le silence de l'Ambassade qui ne « trouve aucun mot pour exprimer sa compassion » à l'égard des populations hôtes.

- « Silence injustifiable » de la classe politique pour *L'Enquêteur (27/09/10)*. « Au moment où une simple compagnie étrangère tente de discréditer le pays et son gouvernement en présentant celui-ci comme incapable d'assurer la sécurité à l'intérieur de ses frontières [...] les politiciens] se cachent derrière leurs intérêts respectifs, » *La Chronique (23/09/10)*. *L'Enquêteur (27/09/10)* regrette le silence de la

classe politique à qui l'auteur « ne demande pas de longs discours [...] mais au moins de marquer leur désapprobation pour un acte commis sur notre territoire, qui jusqu'à preuve du contraire n'est pas un no man's land. »

- Seul le RSD-Gaskiya sort de ce silence par un communiqué de presse du 26 septembre. Il manifeste « son indignation et sa vive inquiétude » suite à l'enlèvement et « exprime sa vive compassion aux familles. » L'enlèvement est « d'autant plus intolérable qu'il [perturbe] notre exploitation minière [...], notre fragile économie et notre quiétude sociale. » Le RSD « lance un appel aux ravisseurs » afin de libérer leurs otages et « demande aux autorités de la transition de tout mettre en œuvre pour sécuriser les exploitations minières ainsi que les voies de communication. »

- Outre le communiqué du CODDAE repris dans plusieurs journaux cette semaine, « La société civile monte au créneau, » *L'Evènement* (28/09/10). « Toutes ont condamné [...] ce rapt », la coordination des organisations de la société civile d'Arlit propose un certain nombre de mesures au nombre desquelles : « une augmentation du nombre de vigiles », des « rapports étroits avec les forces de défense et de sécurité », les « actions de contrôle des travailleurs à la montée et la descente du travail ». « Outre toutes ces mesures, toutes les sociétés sous-traitantes d'Areva, doivent impérativement reprendre leurs activités notamment la SATOM, car dans cette affaire, des milliers de nigériens sont en proie au chômage, fléau dont peuvent se nourrir l'insécurité et le terrorisme. »

La quasi-totalité de la presse estime que « dans le bras de fer avec AQMI, la seule solution passe par la coopération entre Etats, » *L'Enquêteur* (27/09/10). « Les frontières ne peuvent être surveillées et sécurisées que dans le cadre d'une très grande coopération régionale impliquant tous les pays protagonistes, » *Opinions* (29/09/10). *Le Républicain* (30/09/10) interprète la rencontre à Alger des Chefs d'Etats-majors des armées des pays du sahel et des responsables des services de renseignements comme les prémisses « d'une série d'actions concertées contre le groupe terroriste, avec le soutien de la France. »

Pour *L'Enquêteur* (27/09/10), « l'Algérie est très vivement opposée à toute discussion avec AQMI. » « Jaloux de sa souveraineté, Alger [...] ne permettra jamais [...] aux français de survoler son territoire. » « La nonchalance malienne » s'explique, pour *L'Evènement* (28/09/10), par « la complicité de certaines tribus frontalières du Nord du Mali qui leur fournissent des renseignements contre protection et billets de banque » et par « l'erreur [...] de la libération des terroristes en contrepartie de celle de l'ex-otage français Pierre Camatte. » Le Nigeria est considéré par *L'Evènement* (28/09/10) comme un « potentiel de réservoir » du fait de « conflits interreligieux » et du « fondamentalisme religieux » au Nord du pays depuis des années. Le Burkina Faso « est devenu le pays de transit de la plupart des groupes mafieux, spécialisés dans le trafic de diamants et d'armes. » *L'Evènement* (28/09/10).

Le Républicain (30/09/10) affirme que « la seule option efficace pour mettre fin durablement à la menace d'AQMI dans la région du Sahel reste celle militaire. »

Pour *L'Evènement* (28/09/10), « il appartient au Gouvernement de mener une action d'envergure de sensibilisation en direction des populations. » Pour *L'Enquêteur* (27/09/10), « l'une des meilleures réponses à l'expansion du terrorisme sur notre continent est [...] la bonne gouvernance. »

AIEA

« Le Niger parmi les décideurs de l'AIEA, » *L'Evènement* (28/09/10). Le 23 septembre, à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique qui s'est tenue à Vienne, en Autriche, le Niger a été élu au Conseil des Gouverneurs, *Le Sahel* (27/09/10). « Un pas significatif vers le nucléaire civil » titre *La Roue de l'Histoire* (29/09/10).

UAT

Le 24 septembre, M. Abdoul Karim Soumaïla a été élu Secrétaire général de l'Union Africaine des Télécommunications, *Le Sahel* (27/09/10).

BCEAO

« Démocratiser l'accès aux services bancaires, » *Le Canard Déchaîné* (27/09/10). Le Gouverneur de la BCEAO, M. Philippe Henry Dacoury Tabley, a procédé, jeudi 23 septembre, au lancement de la campagne de communication sur la bancarisation et l'utilisation des moyens de paiement scripturaux dans

la zone UEMOA, *Le Sahel* (27/09/10). 10% de la population de l'espace UEMOA disposent de comptes bancaires.

Chine

Le 61^{ème} anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine fêté le 29 septembre avec « faste » au Niger.

COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

Bénin

Le Secrétaire général du Ministère des Transports, du Tourisme et de l'Artisanat, M. Ida Abdoulaye, a présidé, le 27 septembre, l'ouverture du séminaire de validation de l'avant-projet sur les études de faisabilité de la réhabilitation du tronçon ferroviaire Cotonou-Parakou-Dosso, » *Le Sahel* (28/09/10). Ces études, financées par l'UEMOA pour un montant de 250 millions CFA, ont été confiées au groupement de bureaux d'études tchèque SUDOP PRAHA, GKR Holding et METROPROJEKT.

Concertation technique régionale

Le Ministre des Transports, du Tourisme et de l'Artisanat, le Colonel Ahmed Mohamed, a clôturé jeudi 23 septembre, la concertation technique régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, *Le Sahel* (28/09/10). Ont participé le Ministre de l'Agriculture du Tchad, le Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana, le représentant de l'UEMOA, des experts du CILSS et des institutions partenaires. Dans son allocution, le Ministre a évoqué la production agricole satisfaisante et la bonne gestion des stocks excédentaires de cette année, le renforcement du dispositif de veille CILSS, de l'intégration des pays côtiers et notamment du Nigeria dans le dispositif, *Le Sahel* (28/09/10).

BAD

L'Etat du Niger et la Banque Africaine de Développement ont signé deux lettres d'accord de financement, *Le Sahel* (29/09/10). « La première d'une valeur d'un million de dollars est relative au financement du projet d'aide humanitaire d'urgence aux victimes de la sécheresse. La seconde est un don amendé de financement d'un montant de 660 775 euros relatif à l'élaboration d'un plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE). »

Coopération décentralisée

Une convention de jumelage entre la Commune de Niamey II et la Commune de Kara au Togo ainsi qu'une convention tripartite entre l'Association des Municipalités du Niger, l'Union des Collectivités du Bénin et l'Union des Collectivités du Togo ont été signées le 20 septembre, *Le Canard Déchaîné* (27/09/10).

Union Européenne

Le Conseil de l'Union Européenne a présenté le 27 septembre une feuille de route de reprise progressive de la coopération au développement avec le Niger. « Le rétablissement total de la coopération [...] interviendra après la mise en place de l'Assemblée nationale et de l'élection du nouveau Président de la République, à l'issue des élections démocratiques prévues fin 2010 - début 2011, » *Le Républicain* (30/09/10).

Etats-Unis

30 nouveaux volontaires américains des secteurs de l'éducation et du développement communautaire et municipal ont prêté serment le 23 septembre, *L'Evènement* (28/09/10).

POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES

CSRD

- *Le Sahel* (27/09/10) retranscrit le discours prononcé par le Chef de l'Etat, Salou Djibo, le 23 septembre, lors de la 65^{ème} session de l'AG des Nations-Unies. « Le Chef de l'Etat a mis l'accent sur la situation sociopolitique du Niger depuis les événements du 18 février [...] et les préparatifs avancés des prochains

scrutins qui vont ramener le Niger à une vie constitutionnelle normale. » Dans la suite de son discours, le Chef de l'Etat a abordé notamment les actions entreprises par la Commission de Lutte contre la Délinquance Economique, Financière et Fiscale afin de consolider l'unité nationale, la sécurité alimentaire comme enjeux majeurs pour le Niger, la lutte contre le terrorisme et enfin la protection de l'environnement devant être considéré comme une priorité pour tous, *Le Sahel* (27/09/10).

- Le Président du CSRD a reçu, le 27 septembre, le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale du Burkina Faso, M. Bedouma Alain Yoda, *Le Sahel* (28/09/10). L'audience a porté sur « le travail fait [...] pour ramener le Niger dans un Etat de droit avec des institutions stables et fonctionnelles », les récentes inondations et les difficultés alimentaires, ainsi que les « récentes prises d'otages ». « Le Président du Faso a manifesté sa disponibilité à discuter avec [...] le Président du CSRD] sur la manière de traiter ces problèmes de la façon la plus paisible, afin de dénouer la situation. » Selon M. Bedouma Alain Yoda, l'intégration régionale doit permettre de « constituer des blocs solides et solidaires permettant d'arriver à vaincre les obstacles », *Le Sahel* (28/09/10).

- Le Chef de l'Etat a reçu la présidente du groupe nucléaire Areva, Mme Anne Lauvergeon, le 30 septembre, en présence de la Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Nigériens de l'Extérieur, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Mines et de l'Energie.

Primature

- Le Premier Ministre, Mahamadou Danda, a reçu en audience, le 27 septembre, l'Ambassadeur de la République Islamique d'Iran au Niger, SEM Mohammad Nikkhah ainsi que le président fondateur de la Conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac, M. Louis Gauvin, accompagné de M. Inoussa Saouna, président de SOS tabagisme, *Le Sahel* (28/09/10).

- Le Premier Ministre reçoit une délégation de l'Institut danois des droits de l'Homme, le 29 septembre, conduite par Mme Monique Alexis » *Le Sahel* (30/09/10).

CENI

- « Première session de formation des agents électoraux de la CENI, » *Le Sahel* (30/09/10). Le PNUD et l'USAID ont organisé, le 29 septembre, un atelier de formation au profit des membres de la CENI afin de renforcer leurs capacités selon la méthode BRIDGE (Bâtir des Ressources en Démocratie, en Gouvernance et Elections), *Le Républicain* (30/09/10). « La finalité [...] est de pouvoir compter et nous appuyer sur des agents électoraux prêts à conduire des opérations électorales incontestées et à la satisfaction de tous, » a indiqué Maître Aïssata Zada, la première vice-présidente de la CENI. La représentante résidente adjointe du PNUD, Mme Nadine Gbossa, a insisté sur « l'importance capitale de la formation et de l'information des acteurs électoraux au regard de la multiplicité des consultations et des innovations introduites par la révision du Code électoral » *Le Républicain* (30/09/10).

- Le Ministre de l'Intérieur, M. Cissé Ousmane, a reçu le fichier électoral lors de la cérémonie de remise officielle le 30 septembre. Etape qualifiée de « décisive pour la tenue d'élections libres, justes, démocratiques et transparentes » par le Ministre, qui a transmis un témoignage de satisfaction aux membres du Comité chargé du fichier électoral « pour le travail accompli en si peu de temps » et félicité « la classe politique dans son ensemble pour la confiance placée dans le comité [...] et dans la validation des résultats, [...] gage de [...] sérénité indispensable. » « Près de 7 millions de nigériens inscrits, » *L'Entretien* (01/10/10). « En 2009, 6 084 114 nigériens étaient inscrits sur le fichier électoral », désormais ils sont « 6 749 880 inscrits en 2010 pour 20 800 bureaux de vote ».

Popularisation du projet de Constitution

- Une mission conduite par le Ministre de la Fonction Publique et du Travail, M. Yahaya Chaïbou, s'est rendue successivement à Aguié, Gazaoua et Tessaoua depuis vendredi 24 septembre pour expliquer le contenu du projet de Constitution, *Le Sahel* (27/09/10).

- « La Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Mme Djibo Salamitou Gourouza Magagi, conduit une mission de popularisation du projet de constitution dans la région de Tillabery depuis le 23 septembre, » *Le Sahel* (28/09/10).

- Le Ministre de la Justice et des droits de l'homme, Garde des Sceaux, M. Abdoulaye Djibo, dans la région de Dosso a entamé une mission de popularisation le 23 septembre dans la région de Dosso, *Le Sahel* (28/09/10).

- Le Ministre de la jeunesse et des sports, le Général Maï Manga Oumara a conduit une mission de popularisation du projet constitutionnel dans la région de Zinder, *Le Sahel* (29/09/10).

« La Ministre de la Communication, des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Culture, Mme Takoubakoye Aminata Boureima, [...] a animé[...] un meeting sur la popularisation du projet de Constitution à destination des communes 3 et 4, [...] faisant suite à deux autres dans les communes 5, 1 et 2 de Niamey, » *Le Sahel* (30/09/10).

- Dans chaque région, meetings et conférences se sont tenus « en présence du Gouverneur de la région, des autorités administratives et coutumières des communes visitées, des représentants du CCN, du MI/SP/D/AR, de l'Observatoire National de la Communication, de la CENI, des FDS, des directeurs régionaux et départementaux, de la société civile, des partis politiques et de plusieurs invités. » Au cours des meetings, les missions de popularisation ont fait « l'historique des différentes étapes ayant conduit à l'avènement du 18 février, à la transition et à l'élaboration du projet de texte fondamental. » Les représentants ont rendu « la quintessence du projet de constitution » en langues locales et les « principales innovations ont été soumises à l'appréciation des populations. « Les dés sont jetés. [...] La campagne référendaire est prévue pour s'ouvrir le 16 octobre prochain et le référendum est fixé au 31 octobre, » *La Roue de l'Histoire* (29/09/10).

- « Le PNUD prend ses responsabilités, » *L'Evènement* (28/09/10). Suite à la signature du projet PAPEN, d'aucuns ont « condamné l'option prise par le PNUD, de gérer les appuis des partenaires. [...] Le Premier Ministre, Mahamadou Danda, a indiqué que cette pratique n'est pas nouvelle dans le contexte du panier commun. [...] et que] seuls les produits qui ne sont pas disponibles sur place au Niger seront commandés à l'extérieur, » *L'Evènement* (28/09/10). Pour *L'Union* (29/09/10), ce sont des « chasseurs de primes qui agressent le PNUD. »

Commission de moralisation

« Un analyste plaide pour un débat juridique sur la Commission », *Le Canard Déchaîné* (27/09/10). Le journal en appelle à « un débat franc et objectif de la part d'autres juristes indépendants pour nous éclairer et amener les uns et les autres au respect du Droit. A défaut, que les parties en conflit acceptent un débat public sous les auspices du Conseil Consultatif National ! » *Le Canard Déchaîné* (27/09/10).

Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique

« La proposition d'un décret portant approbation de statuts des université Maradi, Niamey, Tahoua et Zinder introduite au Conseil de Ministres le 17 septembre, le redéploiement du personnel enseignant [...] ont provoqué une levée de boucliers concernant le MESS/RS, » *Le Républicain* (30/09/10).

Dans un communiqué de presse du 23 septembre, le syndicat national des enseignants et chercheurs du supérieur (SNECS) a relevé des « irrégularités tant sur le fond que sur la forme » dans le projet de décret. Sur la forme, en référence aux ordonnances n°99-34 et 99-71, c'est au conseil de l'université, et non au MESS/RS, de soumettre un projet de statuts de l'Université. De plus, « il n'est pas possible de regrouper toutes les universités sous un même statut. » Sur le fond, le projet de décret remet en cause l'autonomie « non négociable » de l'Université Abdou Moumouni telle que consacrée dans les ordonnances, *Le Républicain* (30/09/10). Le redéploiement du personnel a « essuyé de vives critiques. »

Le Collectif des ONG et associations de défense de l'éducation (CODAE) a apporté « son soutien au Ministre dans ses efforts d'assainissement, » *Le Républicain* (30/09/10).

PARTIS POLITIQUES-ASSOCIATIONS-SYNDICATS

PNDS-Tarayya

« Les socialistes affutent leurs stratégies, » *La Roue de l'Histoire* (29/09/10). Le PNDS a organisé, les 25 et 26 septembre, un séminaire d'information sur la sécurité alimentaire, *Le Sahel* (28/09/10). Annoncée, par le Vice-président du PNDS, M. Mohamed Bazoum, comme la « première activité publique entrant

dans le cadre de la réflexion que mène [...] le parti en vue de l'élaboration du programme qu'il entend proposer aux nigériens dans la perspective de l'élection présidentielle, [...] le PNDS propose un plan décennal d'investissement 2011-2020 avec pour objectif de « finir de façon définitive et permanente avec l'insécurité alimentaire et la pauvreté, » *Le Sahel* (28/09/10).

SNAI

« Quand le rêve devient réalité, » *Le Républicain* (30/09/10). 30 villas, sur les 100 qui seront construites, ont été remises au Syndicat National des Agents des Impôts assisté, samedi 25 septembre, par la Société d'Aménagement des Terrains Urbain (SATU-SA). Une agence immobilière « Immobilia », succursale de SATU, aura en charge la gestion du quartier sur le plan de la sécurité, du respect du cahier des charges et du ramassage des ordures. Issu du partenariat public-privé entre l'Etat, la SPEN, la NIGELEC, le cadastre, la SNC, le Cabinet d'Espace Archi, ECOBANK (prêts à taux préférentiel pour les acquéreurs sur 10 ans) et le SNAI, l'objectif est de permettre aux nigériens l'acquisition de logements décentes et accessibles, *Le Sahel* (27/09/10).

Bâtonnat du Niger

Me Ali Sirfi Maïga est le nouveau bâtonnier de l'Ordre des avocats du Niger suite aux élections du 25 septembre avec 70 voix contre

SOCIETE

Dialogue social

Un atelier, présidé par le Directeur de cabinet du Président du CSRD, M. Mahaman Ousmane, sur le dialogue social portant le thème : planification stratégique pour la mise en œuvre du dialogue social s'est ouvert le 29 septembre en présence du Président du Conseil National de Dialogue Social et avec l'appui du BIT PRODIAP. « Outil privilégié dans la conduite de la Transition, [...] la stabilité sociale est une condition sine qua non de la durabilité du cadre démocratique. »

Police

La Police Nationale, à travers l'Ecole Nationale de Police et de la Formation Permanente (ENP/FP), en collaboration avec l'Institut Danois des Droits de l'Homme, a organisé, du 23 au 25 septembre, un atelier de formation à l'intention des formateurs de l'ENP/FP. 40 formateurs ont été formés sur les principes des droits de l'Homme, *Le Flic* (28/09/10).

Santé

Célébration, le 28 septembre, de la 4^{ème} journée mondiale de la contraception avec pour thème : « Ta vie. Ta responsabilité » *Le Sahel* (29/09/10). A cette occasion, le représentant de l'UNFPA, M. Yacine Diallo, a remis au Ministre de la Santé un lot de produits pharmaceutiques et de matériels médicaux pour une valeur de 442 772 062 FCFA acquis sur financement global, des médicaments pour le renforcement des capacités des centres de santé intégrés pour un montant de 12 486 dollars sur les fonds de la coopération luxembourgeoise et 35 ventouses électriques pour un montant de 50 085 euros sur fonds de la coopération espagnole. Le directeur exécutif d'ANIMAS-SUTURA a également présenté la nouvelle pillule Sutura.

Environnement

« Menace des déchets plastiques », *Le Sahel* (29/09/10). Une stratégie opérationnelle de gestion de déchets plastiques a été mise en place par le Ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification. La stratégie vise la réduction de la consommation d'emballages en plastique et la valorisation de 60% des déchets en polyéthylène à l'horizon 2015. Pour cela un investissement de 16 milliards de FCFA est nécessaire dans les entreprises de valorisation qui permettraient la création de 15 600 emplois.

Droits de l'Homme

L'atelier de validation, présidé par le Ministre de la Justice, du rapport d'Examen Périodique Universel 2010 s'est ouvert le 29 septembre, *Le Sahel* (30/09/10). Rendu obligatoire par les Nations-Unies après la

signature de la résolution n°60-251, l'atelier permettra d'enrichir le présent projet de rapport en vue de son adoption par le Gouvernement puis transmission aux organes des traités en vue de l'examen prévu en février 2011. »

CULTURE ET SPORT

Tourisme

- Le Ministre des Transports, du Tourisme et de l'Artisanat, le Colonel Ahmed Mohamed, a présidé, le vendredi 24 septembre, la Célébration de la Journée Mondiale du tourisme sur le thème : « Tourisme et biodiversité », *Le Sahel (27/09/10)*. Le Niger se dotera d'une stratégie de développement durable du tourisme, car « le tourisme reste et demeure le moyen de développement par la solidarité auquel l'on recourt le mieux de nos jours pour améliorer la qualité de vie et les moyens de subsistance, en particulier au niveau communautaire », *Le Sahel (27/09/10)*.

- « Cure Salée 2010, une édition sous haute surveillance, » *L'Evènement (28/09/10)*. L'édition 2010 de la Cure Salée, la fête traditionnelle annuelle des pasteurs nomades (peulhs, touaregs et arabes), s'est déroulée du 25 au 27 septembre à Ingall. « L'armée nigérienne s'est déployée pour sécuriser la vaste plaine d'Ingall » et malgré le manque d'affluence, l'ambiance est « joyeuse ». *L'Evènement (28/09/10)*.